

Un coin dans le droit du sol

Gérald Darmanin a annoncé la fin du droit du sol à Mayotte, une rupture radicale avec nos principes constitutionnels. Une grossière opération politique et une nouvelle victoire idéologique offerte à l'extrême droite. Les vrais problèmes du département le plus pauvre de France attendront.

[Pierre Jacquemain](#) • 13 février 2024

« *Je suis le chef de la majorité.* » C'est ce qu'a affirmé le Premier ministre, Gabriel Attal, dans *Le Parisien*, dimanche 11 février. Un long entretien d'une grande banalité qui ne faisait que rappeler les grandes lignes de sa politique, après avoir nommé [un gouvernement de « guerre sociale »](#), comme nous l'écrivions sur notre site Internet dès le 9 février. Une banalité qui jure avec l'annonce, le même jour, par son ministre de l'Intérieur, de la fin du droit du sol à Mayotte. L'annonce n'avait même pas été évoquée la veille en comité interministériel. Gérald Darmanin, fragilisé [depuis la loi immigration](#), a donc réussi son **coup politique** et médiatique, jusqu'à faire oublier l'interview de son propre patron.

C'est à se demander si Gabriel Attal est vraiment le chef de la majorité. Ou si on lui en donne les moyens. On en doute. Mais si la séquence politique est révélatrice du grand malaise, des inimitiés et des désaccords qui règnent au sommet de l'État, c'est bien le contenu de l'annonce qui suscite, à raison, l'indignation à gauche – et parfois jusque dans les rangs de la Macronie. D'abord parce qu'elle représente une **rupture radicale** avec nos principes constitutionnels, nos valeurs républicaines, et qu'elle ne répond en aucun cas aux urgences du quotidien des Mahorais.

[Sur le même sujet : « Le climat de tension à Mayotte fait l'affaire de l'État français »](#)

Pourtant, en 2018, Emmanuel Macron lui-même avait juré qu'il ne remettrait jamais en cause ce qu'il considérait être « un principe fondamental », alors qu'il venait de limiter, par la loi, le droit du sol sur l'archipel mahorais. Depuis dimanche, les **retournements de veste** au gouvernement de ceux qui s'étaient publiquement prononcés contre cette mesure sont nombreux. La fameuse « aile gauche ». L'aile courageuse ! Mais si on ne s'étonne plus que l'inspiration du président de la République vienne des textes fondateurs du Front national, on ne s'étonnera pas non plus de la grossière opération politique.

En effet, l'annonce de Gérald Darmanin suppose que le président de la République convoque un référendum pour obtenir l'approbation des Français, ou qu'il réunisse les parlementaires, en formation de Congrès. Dans cette seconde option, sans doute la plus probable, il aura besoin des trois cinquièmes de ceux-ci pour faire adopter cette réforme constitutionnelle. Or la droite est majoritaire en nombre de voix lorsque l'on réunit les deux chambres du Parlement, à Versailles, dans l'hémicycle de l'aile du Midi. On imagine bien que, pour obtenir les voix de la droite, c'est le périmètre de la réforme qui sera négocié.

Et c'est sans doute le plus inquiétant. Parce qu'une partie de la droite, et de l'extrême droite, est favorable à une **généralisation** de la fin du droit du sol sur l'ensemble du territoire

français. Pire : la droite, avec l'extrême droite, pourrait également voter cette réforme constitutionnelle à la condition que le gouvernement s'engage à inscrire la possibilité de convoquer un référendum sur l'immigration – ce que n'autorise pas la Constitution. Les Républicains proposent déjà un référendum d'initiative partagée pour revenir sur la loi immigration. Une chose est sûre, ils veulent leur revanche sur cette loi.

C'est peu dire que la victoire idéologique du Rassemblement national est pleine et entière. Et peu importe le sort des Mahorais. Peu importe [le sort des migrants](#). Peu importe [la pénurie d'eau potable](#), peu importe [l'hôpital public saturé](#) et sous-doté, peu importe [le système éducatif à l'arrêt](#), peu importe la vie chère, peu importent les violences extrêmes et l'insécurité. Peu importe tout ça, parce que le département le plus pauvre de France pourra, à défaut de **solidarité républicaine** et de services publics, se vanter d'avoir donné à Macron une majorité, sur les idées, pas même celles de Marine Le Pen, mais de son père. Ignoble !